

# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM-2021-050 - Séance du 19/05/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 19 mai à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni en Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le jeudi 13 mai.

### **Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Marie-Thérèse AMALVY, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Martin FAURE.

### **Absents représentés :**

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER ; Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL ; Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA ; Josiane DEVESA pouvoir à Olivier TAPIE ; Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN ; Bernard VIDAL pouvoir à Valérie DALMAS ; Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Ludovic DUCAMP ; François-Xavier CHAZOTTES pouvoir à Martin FAURE ; Olivier DURIX pouvoir à Damien CORDEAU ; Xavier POTAVIN pouvoir à Claire VITOU ; Emilie CHENOT pouvoir à Christophe DOLL ; Nadine GUILLON pouvoir à Sandrine GAUTIER.

### **Absents :**

**Secrétaire de séance :** Damien CORDEAU.

## N° DLM-2021-050 - AUTORISATION PERMANENTE ET GENERALE DE POURSUITES DONNEE AU COMPTABLE PUBLIC

Monsieur Ludovic DUCAMP, adjoint au maire délégué à la culture, traditions et patrimoine rapporte :

Le Code Général des Collectivités Territoriales pose comme principe que chaque poursuite d'un débiteur d'une collectivité locale n'ayant pas acquitté sa dette envers celle-ci doit avoir l'accord préalable de l'ordonnateur de la collectivité.

Le décret n° 2009-125 du 3 février 2009 étend la faculté pour l'ordonnateur de donner à son comptable une autorisation permanente ou temporaire à tous les actes de poursuites.

Il est nécessaire pour la collectivité de délivrer une telle autorisation permettant au comptable de poursuivre les redevables pour obtenir le recouvrement des créances locales.

Il est proposé aux membres du conseil municipal de donner au comptable public, pour la durée du mandat, une autorisation permanente de poursuites pour la mise en œuvre d'oppositions à tiers détenteur et de saisies pour l'ensemble des budgets de la ville.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Ludovic DUCAMP et après en avoir délibéré à l'unanimité, **DONNE** au comptable public, pour la durée du mandat, une autorisation permanente de poursuites pour la mise en œuvre d'oppositions à tiers détenteur et de saisies pour l'ensemble des budgets de la ville.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Au registre suivent les signatures.

### Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*